

**Convention collective**

**IDCC : 9171. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,  
DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS  
ET DE VITICULTURE  
(Charente-Maritime)  
(4 juin 1996)**

(Étendue par arrêté du 10 janvier 1997,  
*Journal officiel* du 18 janvier 1997)

**AVENANT N° 28 DU 18 JANVIER 2018**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018 (ANNEXE « CADRES »)**

NOR : AGRS1897075M

IDCC : 9171

Entre :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Charente-Maritime ;

Syndicat professionnel des entrepreneurs des territoires de Charente-Maritime,

D'une part, et

SNCEA CFE-CGC ;

FGTA Force ouvrière ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT ;

Fédération agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont modifiées comme suit les dispositions des articles 6 et 7, telles qu'elles résultent de l'avenant n° 27 du 5 janvier 2017 à l'annexe cadres à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, d'élevages spécialisés, de viticulture et les entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime :

**« Article 6**

*Détermination des salaires*

*(En euros.)*

GROUPE	SALAIRE au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
Cadre du 3 <sup>e</sup> groupe	2 163
Cadre du 2 <sup>e</sup> groupe	3 013
Cadre du 1 <sup>er</sup> groupe	3 528

## Article 7

### *Avantages en nature*

Les avantages en nature sont déductibles pour les cadres des trois groupes sur la base du prix à la production. Toutefois, ces avantages pourront être forfaitisés par écrit.

Sauf évaluation forfaitaire par contrat, le logement, étant un avantage fonctionnel, sera évalué mensuellement sur la base du minimum garanti en vigueur. »

## Article 2

Le présent accord vaut pour toutes les entreprises y compris les petites qui n'appellent pas de clause particulière.

## Article 3

Les partenaires sociaux rappellent l'accord national de branche étendu applicable relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ils demandent à la MSA des Charentes, à partir du Smic, les données sexuées par tranches significatives de rémunération des salariés des exploitations agricoles relevant du champ d'application de la convention collective.

## Article 4

Le présent avenant, dont les parties demandent l'extension dans les mêmes conditions que celles de l'annexe « Cadres », est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Fait à Saintes, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)